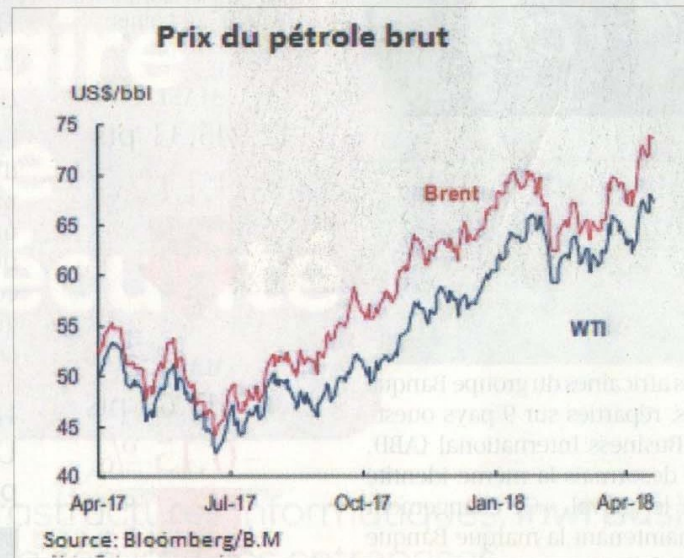


Alerte sur la facture énergétique et les prix à la pompe

La croissance a un prix. Selon les dernières prévisions de la Banque mondiale, le cours du baril de pétrole s'établirait en moyenne à 65 dollars cette année, contre 53 en 2017. Soit 5 dollars de plus que le cours retenu par le gouvernement pour la loi de Finances 2018. Cette hausse de l'or noir, la plus élevée depuis les 96 dollars de 2014, aura un effet direct sur les entreprises, le consommateur et toute l'économie du pays.

Menace sur la facture énergétique. Selon les dernières prévisions de la Banque mondiale, le prix du baril de pétrole s'établirait en moyenne à 65 dollars cette année, soit 9 dollars de plus que les projections annoncées en octobre dernier et 5 dollars au-dessus du cours retenu par le gouvernement pour la loi de Finances 2018 (60 dollars). L'institution de Bretton Woods explique, dans l'édition d'avril du rapport «Commodity Markets Outlook», que cette hausse de 23% du prix du baril en 2018 par rapport à la moyenne de 53 dollars de 2017 proviendrait d'une demande soutenue et du contrôle des volumes de production. C'est la moyenne annuelle la plus élevée du cours de l'or noir depuis les 96 dollars de 2014 (51 dollars/baril en 2015, 43 en 2016 et 53 donc en 2017). L'impact devrait ainsi être ressenti par les pays importateurs de pétrole comme le Maroc ainsi que par les entreprises, et le consommateur (hausse des prix à la pompe avec effet boule de neige sur les produits de consumma-



tion). Déjà à fin mars 2018, la facture énergétique du Maroc a bondi de 5,7% à 18,35 milliards de DH, soit pratiquement 1 milliard de DH de plus que la même période de 2017 (chiffres provisoires de l'Office des changes). Toujours selon les dernières prévisions de la Banque mondiale, le baril de pétrole devrait également tourner autour de 65 dollars en 2019.

«Même si une baisse des cours est attendue par rapport aux niveaux d'avril 2018, le maintien des accords de diminution des volumes de production par les pays de l'OPEP et les autres pays producteurs et la solidité de la demande soutiendront les prix», soulignent les économistes de la Banque. À leurs yeux, les contraintes du côté de la production d'huile de schiste aux États-

Unis, les tensions géopolitiques dans certains pays producteurs et les hypothèses relatives à la levée des sanctions contre l'Iran par les États-Unis pourraient orienter ces prévisions à la hausse. Inversement, en cas de délitement de l'accord entre pays exportateurs de pétrole ou la fin pure et simple de cet accord, mais aussi de reprise de la production en Libye et au Nigeria et de montée en puissance plus rapide que prévu de la production d'huile de schiste, ces prévisions pourraient être inférieures aux annonces.

«Avec la contraction significative des stocks, les prix du pétrole ont plus que doublé depuis le cours plancher atteint début 2016. La solidité de la demande de pétrole et un meilleur respect par les pays de l'OPEP et les autres pays producteurs de leurs engagements de production ont contribué à orienter le marché vers une situation de déficit», précise John Baffes, économiste senior et auteur principal du Commodity Markets Outlook.

Globalement, les prix des produits énergétiques (pétrole, gaz naturel et charbon) s'envoleraient de 20% en 2018, soit une révision à la hausse de 16 points de pourcentage par rapport à octobre. Les prix des métaux devraient gagner 9%, portés par une reprise de la demande et des contraintes du côté de l'offre. «L'indice des métaux se redresserait ainsi, la chute de 9% du prix du minerai de fer compensant la hausse des autres métaux de base, tirée par le bond attendu de 30% des cours du nickel», est-il ex-

pliqué. Les prévisions relatives au prix des métaux pourraient être revues à la hausse si la demande mondiale se révèle plus soutenue qu'anticipé. Du côté des métaux précieux, le rapport table sur un rebond de 3% cette année, étant donné le relèvement attendu des taux d'intérêt aux États-Unis et des scénarios plus inflationnistes.

Par ailleurs, les matières premières agricoles devraient se redresser de plus de 2% en 2018, «avec l'amenuisement des perspectives d'ensemencement. Les perturbations liées aux conditions météorologiques devraient être minimales». Par produits, les cours des céréales augmenteraient de 7,5% cette année, ceux des huiles alimentaires et farines de 4%. Pour les engrais, les cours monteraient de 2,1% cette année et de 2,4% en 2019.

«L'accélération de la croissance mondiale et la hausse de la demande jouent un rôle important dans cette augmentation générale des prix de la plupart des matières premières, sachant que cette tendance devrait se prolonger. Dans le même temps, les mesures en cours de discussion ajoutent une certaine dose d'incertitude», détaille Shantayanan Devarajan, directeur principal de la Banque mondiale pour l'économie du développement et économiste en chef par intérim.

À noter que le rapport consacre un dossier spécial à la situation des pays exportateurs de pétrole depuis l'effondrement des cours en 2014. ■

Moncef Ben Hayoun